

La fin du libre-échange et le retour de l'empire

Par Frank , 7 octobre 2026

La fin du libre-échange et le retour de l'empire

Sur la crise de la puissance occidentale, la fragmentation de la mondialisation, la montée de la politique oligarchique et la difficulté psychologique d'accepter un monde post-hégémonique.



Par Frank Dumon

La crise politique qui se déploie aux États-Unis et en Europe ne peut être comprise de manière adéquate comme un conflit temporaire entre partis politiques, dirigeants ou coalitions électorales. Sous le spectacle quotidien de la confrontation politique se déroule une transformation historique bien plus profonde : l'érosion d'un ordre international construit au fil de plusieurs siècles

d'expansion impériale occidentale et consolidé, après la Seconde Guerre mondiale, sous l'effet d'une puissance américaine écrasante. Dans une vaste discussion, le professeur Richard Wolff, économiste politique, soutient que ce qui apparaît aujourd'hui comme de l'irrationalité politique, du nationalisme économique, de l'hostilité envers la Chine et la Russie, le retour des ambitions territoriales et une concentration croissante de la richesse constitue autant d'expressions différentes d'un même processus sous-jacent. Selon lui, les puissances occidentales peinent à s'adapter au déclin d'un système impérial qui paraissait autrefois permanent.

Son argument est délibérément provocateur. Il ne présente pas la crise contemporaine comme le simple résultat d'un mauvais leadership ou de mauvais choix politiques. Wolff replace au contraire le moment présent dans un cycle historique beaucoup plus long : la création d'une économie mondiale par les empires européens, la destruction de ces empires au cours de deux guerres mondiales, l'héritage de leur position mondiale par les États-Unis, puis l'essor de pays qui avaient autrefois été subordonnés à ce système.

Le résultat est ce que Wolff décrit comme une *révolte de l'empire*. L'ancien monde colonial a officiellement disparu, mais nombre de ses structures économiques et psychologiques subsistent. Le problème pour l'Occident est que le reste du monde n'est plus disposé, ou n'est plus en mesure, de rester dans la position subordonnée sur laquelle la prospérité occidentale s'est historiquement construite.

La création d'une économie mondiale — et son inégalité originelle

Wolff commence son analyse par un paradoxe apparent. Le capitalisme moderne a créé quelque chose d'historiquement important : une économie mondiale véritablement interconnectée. Les marchandises, les capitaux, la technologie, l'information et les personnes ont commencé à circuler sur des distances toujours plus grandes. Des sociétés qui s'étaient auparavant développées en grande partie isolément sont devenues économiquement interdépendantes.

Wolff attribue à Karl Marx le mérite d'avoir reconnu cette réalisation. Quelles que soient ses autres contradictions, le capitalisme a créé un marché mondial dans lequel les Européens pouvaient apprendre ce qui se passait en Asie, les Asiatiques ce qui se passait en Amérique latine, tandis que les relations économiques pouvaient de plus en plus franchir les frontières continentales. Mais la création d'une économie mondiale ne signifiait pas la création d'une économie mondiale égalitaire. Selon

Wolff, le marché mondial s'est construit sur une extraordinaire asymétrie de pouvoir. Les pays européens ont accumulé des richesses en contrôlant des territoires, des ressources, la main-d'œuvre et les routes commerciales. L'industrialisation a renforcé cet avantage. Le colonialisme a ensuite transformé la supériorité économique en domination politique.

Dans le récit de Wolff, la Belgique offre une illustration particulièrement révélatrice. La Belgique était une région relativement petite et pauvre du nord-ouest de l'Europe. Sa transformation en un État industriel prospère ne peut être dissociée de sa relation coloniale avec le Congo. L'idée générale n'est pas que l'histoire de chaque pays européen ait été identique, mais que la richesse du cœur industriel était intimement liée à l'exploitation et à l'organisation du reste du monde.

Le discours qui a coûté la vie à Patrice Lumumba

En juin 1960, la République du Congo, aujourd'hui République démocratique du Congo, célébra son indépendance vis-à-vis de la Belgique, en présence du [roi Baudouin de Belgique](#). **Dans son discours, le roi Baudouin exprima son admiration pour le roi Léopold II, malgré le fait que le règne de Léopold ait entraîné la mort de plus de 10 millions de Congolais.** Il suggéra que les Congolais ne devaient rien changer à ce que Léopold II avait fait pour le pays, à moins d'être certains de pouvoir faire mieux. Les propos du roi Baudouin étaient profondément condescendants et insensibles au regard des souffrances brutales endurées par le peuple congolais sous le régime du roi Léopold II.

Cependant, lorsque le Premier ministre Patrice Lumumba prit la parole, il veilla à contester la perspective du roi et à l'empêcher d'avoir le dernier mot. Merci beaucoup pour votre soutien. Nous avons connu l'ironie, l'insulte, le coup qui aurait dû nous tuer, moitié-moitié, à cause de l'action de la nation. Le roi Baudouin fut mécontent du discours de Lumumba, et celui-ci marqua un tournant qui scella le destin de Lumumba. Quelques mois après son éviction, **Lumumba fut assassiné avec l'aide de la Central Intelligence Agency des États-Unis, la CIA.**

Il en résulta une économie mondiale divisée entre un groupe relativement restreint de puissances industrielles riches et une population beaucoup plus vaste dont les pays fournissaient matières premières, main-d'œuvre et marchés. Cette structure finit par produire une seconde contradiction. Une fois que les grandes puissances

impériales eurent partagé entre elles une grande partie du monde, elles se heurtèrent de plus en plus les unes aux autres. Les intérêts impériaux britanniques se confrontèrent aux ambitions russes. Les intérêts français et allemands entrèrent en concurrence. Les puissances européennes se disputèrent territoires, marchés et influence stratégique. Les propres travaux universitaires de Wolff ont porté sur l'affrontement entre les impérialismes allemand et britannique en Afrique de l'Est. Selon son interprétation, les Première et Seconde Guerres mondiales ne peuvent être séparées de la compétition impériale qui les a précédées.

Deux guerres mondiales et le transfert du pouvoir impérial

Les deux guerres mondiales détruisirent le système impérial européen. L'Allemagne, le Japon et l'Italie furent vaincus ; la Grande-Bretagne et la France sortirent épuisées ; les mouvements coloniaux s'accéléraient ; et l'ancienne architecture impériale commença à se désagréger. Pourtant, l'effondrement des empires européens ne produisit pas un monde sans hiérarchie. Wolff affirme au contraire que les États-Unis héritèrent d'une part extraordinaire de la position géopolitique auparavant occupée par les empires européens. L'éloignement géographique de l'Amérique par rapport aux principaux champs de bataille de la Seconde Guerre mondiale protégea sa base industrielle. Le coût humain de la guerre fut énorme en Europe et particulièrement en Union soviétique, tandis que les États-Unis en sortirent avec une capacité de production largement intacte. Cela créa les conditions d'une concentration exceptionnelle de richesse et de pouvoir.

Pendant des décennies, les Américains purent ainsi profiter des avantages de la domination mondiale sans nécessairement se considérer comme un empire. Les États-Unis ne reproduisirent pas le colonialisme européen exactement sous la même forme. Leur influence s'exerça plutôt par des alliances militaires, des institutions financières, des relations commerciales, des multinationales, un leadership technologique et un réseau de bases stratégiques. L'affirmation historique centrale de Wolff est que les États-Unis ont hérité d'une grande partie du système mondial construit par les empires antérieurs. L'ordre de l'après-guerre ressemblait donc moins à la disparition de l'empire qu'à sa réorganisation autour d'un autre centre de pouvoir. Ce système parut remarquablement stable pendant une grande partie de la seconde moitié du XXe siècle. Les États-Unis devinrent le centre d'un système économique et sécuritaire occidental dont la portée s'étendait à une grande partie du monde. Mais le succès même de ce système créa les conditions de sa remise en cause ultérieure.

La réaction anticoloniale

Le colonialisme a engendré sa propre opposition. Partout en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, des mouvements indépendantistes se sont développés au cours des XIXe et XXe siècles. Des dirigeants tels que Mahatma Gandhi et des figures anticoloniales africaines représentaient différentes versions d'un processus historique beaucoup plus vaste : des sociétés soumises à la domination impériale exigeant de maîtriser leur propre avenir politique et économique. Pour Wolff, l'essor contemporain de pays tels que la Chine doit être compris en partie dans le cadre de cette histoire plus longue.

L'argument ne consiste pas simplement à dire que la Chine est devenue plus puissante. Il est que des pays autrefois placés à la périphérie de l'économie mondiale contrôlée par l'Occident développent désormais les capacités économiques, technologiques et financières leur permettant d'agir en dehors du cadre politique conçu par les anciens centres de pouvoir. Cela modifie le sens de la mondialisation. À l'époque où les entreprises occidentales possédaient les capacités technologiques, financières et militaires les plus fortes, la mondialisation pouvait sembler synonyme de libéralisation et de libre-échange. L'ouverture des marchés profitait de manière disproportionnée aux économies les plus puissantes parce qu'elles contrôlaient les technologies les plus avancées, les institutions financières, les réseaux maritimes et les entreprises mondiales.

Wolff remet donc en question l'idée selon laquelle le *libre-échange* aurait jamais été une politique économique simplement neutre. Au XIXe siècle, la suprématie industrielle et navale de la Grande-Bretagne lui conférait une influence considérable sur le système commercial mondial. Aux XXe et au début du XXIe siècle, la puissance américaine joua un rôle comparable. Le libre-échange pouvait ainsi coexister avec la puissance impériale.

Quand la mondialisation cesse de servir l'hégémon

La grande transformation des dernières décennies est que la mondialisation a également renforcé les concurrents. La Chine est devenue un centre manufacturier à une échelle qui a fini par remettre en cause la domination industrielle des États-Unis et de l'Europe. Des technologies qui provenaient autrefois principalement de l'Occident se sont de plus en plus développées ailleurs. De nouvelles institutions financières et de nouveaux partenariats économiques ont commencé à réduire la dépendance envers les structures contrôlées par l'Occident. Cela crée un dilemme fondamental pour l'ancien hégémon.

Si la mondialisation reste véritablement ouverte, les économies émergentes les plus fortes peuvent utiliser les marchés mondiaux pour rattraper leur retard. Si les règles sont modifiées afin d'empêcher ce processus, les puissances occidentales doivent alors abandonner au moins une partie de la philosophie économique libérale qu'elles avaient auparavant promue. C'est là que Wolff voit l'importance de la transformation récente de la politique économique américaine. Pendant des générations, les économistes américains ont considéré le libre-échange et les marchés internationaux comme des principes presque définitivement acquis. Le nationalisme économique était largement considéré comme rétrograde ou inefficace. Pourtant, le langage politique a profondément changé. Droits de douane, politique industrielle, restrictions à l'exportation, sanctions et intervention directe de l'État sont devenus de plus en plus acceptables. Wolff n'interprète pas principalement cette transformation comme le résultat d'une conversion intellectuelle cohérente de Donald Trump. Il y voit quelque chose de plus fragmenté : de puissants groupes d'entreprises américaines découvrant que l'intervention de l'État peut protéger leurs intérêts particuliers.

Du libre-échange contre le protectionnisme à la concurrence oligarchique

Cette distinction est cruciale dans l'analyse de Wolff. Le débat public présente souvent le conflit actuel comme une bataille entre deux philosophies économiques : le libre-échange d'un côté et le nationalisme économique de l'autre. Wolff estime que cette présentation est trop simple. Derrière le langage idéologique se déroule une lutte entre différents groupes d'entreprises, chacun cherchant à orienter la politique gouvernementale en sa faveur. Certaines entreprises américaines ont énormément bénéficié de la mondialisation. Elles ont développé des chaînes d'approvisionnement et des marchés internationaux rentables et continuent donc à soutenir un commerce relativement ouvert. D'autres entreprises sont confrontées à la concurrence étrangère et favorisent les droits de douane, les subventions ou la protection. D'autres encore ont construit leur modèle économique autour des contrats publics. Le système politique devient l'arène dans laquelle ces intérêts s'affrontent.

Wolff cite le complexe militaro-industriel américain comme un exemple précoce et très développé. Son interprétation du phénomène suit l'avertissement célèbre associé au président Dwight Eisenhower : les entreprises produisant du matériel militaire ont développé une relation étroite avec les forces armées et les institutions politiques. Le mécanisme essentiel n'est pas nécessairement un monopole unique. Il s'agit d'un réseau organisé d'entreprises, de bases, de contrats et d'intérêts politiques répartis dans tout le pays. Lorsque la production militaire est géographiquement dispersée, les membres du Congrès sont incités à protéger les

installations et les entreprises situées dans leurs circonscriptions. Wolff affirme que d'autres secteurs ont tiré les leçons de ce modèle.

Le complexe médico-industriel et l'oligarchie de la haute technologie

Il identifie le système médical américain comme un autre exemple de pouvoir corporatif organisé. Médecins, hôpitaux, assureurs de santé privés et entreprises pharmaceutiques ou de dispositifs médicaux ont des intérêts différents, mais ils peuvent néanmoins fonctionner dans un système qui produit un pouvoir économique et une influence politique considérables. La même logique, suggère-t-il, est de plus en plus visible dans la haute technologie. Les grandes entreprises technologiques disposent d'immenses ressources financières et d'une importance stratégique majeure. Leurs intérêts s'étendent à l'intelligence artificielle, aux données, au cloud computing, aux technologies de défense et aux communications. Leur relation avec le gouvernement n'est donc plus simplement celle d'entreprises privées opérant en dehors de l'État. La frontière entre pouvoir étatique et pouvoir des entreprises devient de plus en plus floue.

Wolff décrit cela non comme un capitalisme classique de libre marché, mais comme une économie politique dominée par des concentrations organisées de capital. Ces groupes utilisent leurs ressources économiques pour influencer les décisions politiques, tandis que les institutions politiques fournissent contrats, subventions, réglementations ou protections qui renforcent la position de ces groupes sur le marché. La comparaison avec une politique oligarchique est donc délibérée. Plutôt que d'imaginer une classe capitaliste unifiée poursuivant une politique cohérente, Wolff voit des blocs industriels concurrents, chacun représenté par de riches entreprises et leurs alliés politiques.

Le retour de l'État

Cela permet d'expliquer pourquoi l'ère Trump représente un changement important même lorsque les politiques individuelles paraissent contradictoires. L'État est devenu plus ouvertement interventionniste. La pression gouvernementale peut déterminer quelles technologies reçoivent un soutien, quelles industries bénéficient d'une protection, quelles entreprises obtiennent des contrats et quels concurrents étrangers sont soumis à des restrictions. Le président peut intervenir directement dans des décisions économiques que les générations précédentes de responsables politiques américains auraient décrites comme relevant du marché.

Cela ne signifie toutefois pas nécessairement que les États-Unis aient adopté une forme cohérente de nationalisme économique. L'argument de Wolff est que l'État devient de plus en plus le champ de bataille par lequel différentes concentrations de capital poursuivent leurs intérêts. Cela explique aussi pourquoi des politiques apparemment contradictoires peuvent coexister. Un gouvernement peut imposer des droits de douane tout en défendant les multinationales. Il peut critiquer la mondialisation tout en protégeant des entreprises dont les profits dépendent des marchés internationaux. Il peut exiger une production nationale tout en favorisant simultanément de puissantes entreprises qui ont construit des chaînes d'approvisionnement mondiales. La contradiction n'est pas nécessairement accidentelle. Elle reflète les intérêts fragmentés qui opèrent au sein du système politique.

Groenland, Canada, Venezuela et psychologie de l'empire

Wolff étend son argument au-delà de l'économie. Il voit dans l'intérêt récent des États-Unis pour le Groenland, le Canada, le Venezuela et d'autres territoires stratégiques l'expression d'une mentalité impériale confrontée au déclin. La question de savoir si chaque politique particulière doit être interprétée de cette manière reste ouverte au débat. Mais la question plus générale est importante : que se passe-t-il psychologiquement lorsqu'une puissance dominante commence à perdre de sa puissance relative ?

La réponse de Wolff est que les élites acceptent rarement le déclin avec sérénité. Elles tentent de préserver leurs privilèges. Elles recherchent des avantages stratégiques, des monopoles économiques et de nouvelles sources de richesse. Elles cherchent également des explications qui attribuent la responsabilité à des acteurs extérieurs. C'est là qu'il voit un lien entre l'anxiété géopolitique et les inégalités intérieures.

À mesure que la capacité d'un empire en déclin à distribuer des niveaux extraordinaires de richesse s'affaiblit, ceux qui possèdent déjà une richesse considérable sont incités à la protéger. Les positions monopolistiques deviennent plus précieuses. L'influence politique devient plus importante. L'accès à la technologie, à la finance et aux industries stratégiques se concentre davantage. Il peut en résulter une accélération des inégalités précisément au moment où le système sous-jacent devient moins capable de soutenir la prospérité de l'ensemble de la population.

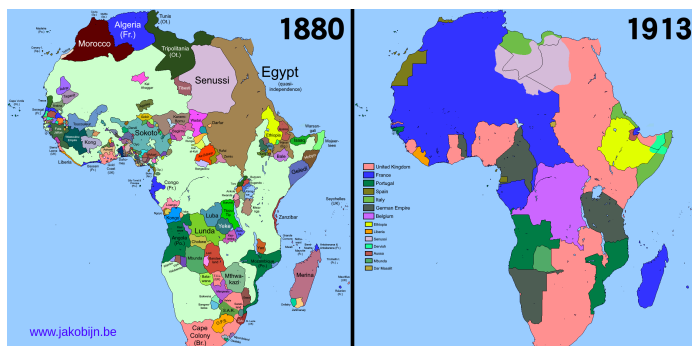
Boucs émissaires et politique du déclin

Une autre conséquence, dans l'interprétation de Wolff, est la recherche de boucs émissaires. Les immigrés peuvent être rendus responsables de l'insécurité économique. Les concurrents étrangers peuvent être présentés comme responsables du déclin industriel. La Russie peut être dépeinte comme une menace existentielle. La Chine peut passer du statut de concurrent économique à celui d'ennemi géopolitique universel. Wolff ne prétend pas que la Russie ou la Chine n'ont pas leurs propres intérêts stratégiques. Son propos est différent : le discours politique occidental peut projeter sa propre expérience historique sur d'autres pays.

Cela est particulièrement visible dans la manière dont Vladimir Poutine et Xi Jinping sont présentés. Les élites politiques occidentales, affirme Wolff, interprètent souvent leurs actions à travers un schéma impérial : si l'Occident a historiquement utilisé sa puissance économique et militaire pour étendre son influence, on suppose alors qu'une Russie ou une Chine en ascension prépare une expansion équivalente. Cela devient un miroir psychologique. La peur n'est pas seulement celle d'une attaque militaire. C'est la peur de perdre une position privilégiée dans le système international. Cette distinction est importante parce qu'elle transforme la question de **Que veut l'autre pays ? en Qu'avons-nous peur de perdre ?**

Le fantasme de restaurer l'ancien ordre impérial

Wolff utilise l'exemple de la rhétorique européenne à propos de la Russie pour illustrer ce qu'il considère comme un fantasme historique plus profond. Les discours sur la défaite de la Russie, son affaiblissement permanent ou même son morcellement en unités politiques plus petites peuvent, selon son interprétation, rappeler la logique des puissances impériales du XIXe siècle se partageant les territoires. Il compare cette mentalité à la [Conférence de Berlin de 1884-1885](#), lorsque les puissances européennes négocièrent le partage de vastes parties de l'Afrique sans participation significative des peuples africains concernés.



La comparaison est volontairement provocatrice. Les circonstances géopolitiques sont évidemment différentes. Mais l'argument de Wolff concerne la mentalité plutôt qu'une équivalence historique directe. L'idée qu'une puissante coalition occidentale

puisse redessiner la géographie politique d'une autre grande région selon ses propres préférences appartient, selon lui, à une manière impériale de penser. Le problème est que les conditions matérielles qui ont rendu possible l'impérialisme du XIXe siècle n'existent plus.

La Russie est une puissance nucléaire. La Chine possède une immense capacité industrielle. L'Iran est en ascension. Les puissances régionales disposent d'une plus grande marge de manœuvre. Des institutions financières et économiques alternatives se développent. La supériorité militaire occidentale ne suffit plus à imposer partout des résultats politiques. L'ancien réflexe impérial se heurte donc à un équilibre international radicalement différent.

Le problème particulier de l'Europe

Wolff estime que l'Europe affronte cette crise encore plus durement que les États-Unis. Les puissances européennes ont perdu leurs empires plus tôt et plus complètement. La Grande-Bretagne, la France, la Belgique, les Pays-Bas et d'autres États européens exerçaient autrefois un contrôle direct sur de vastes territoires hors d'Europe. Ce système a disparu. Pourtant, l'imaginaire politique façonné par des siècles de domination européenne ne disparaît pas du jour au lendemain.

L'Europe est donc confrontée à une transition psychologique difficile. Elle doit accepter que le monde ne puisse plus être organisé selon les préférences stratégiques européennes. Dans le même temps, les dirigeants européens restent profondément dépendants des États-Unis pour leur sécurité. Cela crée un paradoxe : l'Europe a perdu ses empires historiques, mais elle participe toujours à une structure d'alliance dominée par un pays dont la propre prééminence mondiale est en déclin. Il peut en résulter une frustration politique et une rhétorique de plus en plus agressive.

La crise énergétique comme laboratoire du pouvoir

L'un des exemples les plus révélateurs de l'entretien concerne l'énergie. Wolff évoque la pénurie et la hausse du [prix du diesel](#) pour illustrer la manière dont la politique économique fonctionne réellement. Dans le modèle conventionnel des manuels, les marchés réagissent à l'offre et à la demande. Si l'offre diminue et que la demande reste forte, les prix augmentent. Si l'offre augmente, les prix baissent. Mais les marchés réels sont organisés autour d'entreprises disposant d'un pouvoir stratégique.

Raffineries, compagnies pétrolières, entreprises agricoles et gouvernements ont tous des intérêts différents. Lorsqu'une pénurie apparaît, les acteurs capables de contrôler la production, les exportations ou les réserves peuvent influencer sa durée. Wolff rejette donc l'idée que le prix qui en résulte soit nécessairement le simple produit de forces de marché impersonnelles. Son exemple concerne les agriculteurs américains, durement touchés par les prix élevés du diesel. Leurs marges peuvent être comprimées par les coûts du carburant, des engrais et d'autres intrants. De leur point de vue, une restriction américaine des exportations de diesel pourrait sembler un moyen évident d'augmenter l'offre intérieure et de réduire les prix.

Mais les compagnies pétrolières et les raffineurs ont l'intérêt opposé. Ils profitent des prix élevés et peuvent soutenir que des restrictions à l'exportation finiraient par réduire la production ou l'activité de raffinage, ce qui ferait de nouveau monter les prix. Le président se trouve donc face à des groupes de soutiens politiques concurrents. Pour Wolff, il s'agit d'une version miniature de l'économie politique américaine dans son ensemble. La question n'est pas simplement de savoir si le libre-échange ou le protectionnisme est théoriquement supérieur. Elle est de savoir quel groupe économique organisé possède suffisamment de pouvoir politique pour déterminer l'issue de la politique menée.

L'illusion d'un marché neutre

Cela ramène Wolff à l'une des questions centrales de l'économie politique. Les marchés ne sont jamais de simples mécanismes abstraits fonctionnant indépendamment des institutions. Ils dépendent des droits de propriété, des lois, des infrastructures, des systèmes financiers, des décisions politiques et de la répartition du pouvoir de négociation. Lorsqu'une poignée d'entreprises contrôlent des secteurs stratégiquement importants d'une économie, leurs décisions peuvent avoir des conséquences qui dépassent largement la concurrence commerciale ordinaire.

L'exemple du diesel est donc important précisément parce qu'il paraît banal. Une pénurie, une annonce gouvernementale, une campagne de lobbying industriel et la libération de réserves stratégiques peuvent sembler être des événements distincts. Wolff les relie comme autant d'expressions du pouvoir politico-économique. Dans cette interprétation, la crise contemporaine du capitalisme n'est pas seulement une crise de la mondialisation. C'est aussi une crise des arrangements institutionnels qui gouvernaient la mondialisation.

Pourquoi l'Occident peine à accepter la multipolarité



L'argument le plus profond de l'analyse de

Wolff est psychologique. Un pays qui a bénéficié pendant des décennies d'un pouvoir mondial extraordinaire peut prendre sa position historique pour l'ordre naturel du monde. Pour les Américains qui ont grandi durant la seconde moitié du XXe siècle, la prééminence américaine pouvait paraître normale. Le dollar occupait une place centrale. Les entreprises américaines dominaient de nombreux secteurs. Les États-Unis disposaient d'une portée militaire sans équivalent. Leurs universités et leurs entreprises technologiques attiraient des talents du monde entier. Vu de l'intérieur de ce système, il y avait peu de raisons d'imaginer qu'il puisse prendre fin. Mais les systèmes historiques prennent fin.

L'essor de la Chine est donc particulièrement menaçant parce qu'il montre que la hiérarchie est en train de changer. Le problème n'est pas simplement que la Chine est communiste ou qu'elle possède un système politique différent. La question plus profonde, dans l'interprétation de Wolff, est que la Chine devient suffisamment puissante pour fonctionner comme un centre alternatif d'influence économique et géopolitique. L'émergence des BRICS et d'autres formes de coopération internationale renforce cette évolution. Les pays qui dépendaient autrefois fortement des institutions occidentales disposent de plus en plus d'alternatives. Il n'en résulte pas nécessairement un nouvel empire remplaçant l'ancien. Il pourrait plutôt s'agir d'un monde plus fragmenté et multipolaire.

De l'hégémonie à la négociation

Cette transition exige une mentalité politique différente. Une puissance hégémonique peut donner des instructions. Une puissance dans un monde multipolaire doit négocier. C'est un changement profond. Si Washington ne peut plus supposer que les autres pays suivront automatiquement ses préférences stratégiques, la diplomatie devient plus importante. Les relations économiques deviennent des négociations entre plusieurs centres de pouvoir plutôt que des transactions à l'intérieur d'une hiérarchie.

Pour Wolff, le refus d'accepter cette transition produit une grande partie du langage agressif qui domine actuellement la politique occidentale. Au lieu de se demander comment s'adapter à un système international en mutation, les dirigeants politiques peuvent promettre de restaurer une hiérarchie perdue. Au lieu de reconnaître un déclin relatif, ils peuvent décrire chaque défi comme la preuve d'une agression étrangère. Au lieu de réformer les institutions nationales, ils peuvent accuser les acteurs extérieurs. Mais la rhétorique ne peut inverser un changement structurel.

La vraie question : réforme ou confrontation ?

Si l'interprétation de Wolff est correcte, la question centrale qui se pose à l'Occident n'est pas de savoir s'il peut, d'une manière ou d'une autre, restaurer l'ordre du XXe siècle. La question la plus importante est de savoir s'il peut s'adapter à un monde dans lequel le pouvoir est plus largement réparti. Cette adaptation nécessiterait d'importantes réformes intérieures. Il faudrait s'attaquer à la concentration de la richesse. Les institutions politiques devraient devenir moins dépendantes du financement des entreprises et du lobbying. La politique économique devrait distinguer les intérêts nationaux de ceux d'entreprises particulières. La relation entre le gouvernement et les industries stratégiques exigerait davantage de transparence.

Sur le plan international, l'Occident devrait abandonner l'idée que la sécurité exige des sphères d'influence exclusives. Un monde multipolaire ne signifie pas nécessairement un monde sans influence occidentale. L'Europe et les États-Unis peuvent rester d'importantes puissances économiques, technologiques et militaires. Mais leur influence constituerait une composante d'un système plus vaste plutôt que le principe organisateur de l'ensemble du système.

Le danger de confondre déclin et défaite

Il existe également une distinction importante entre déclin relatif et effondrement absolu. Le cadre historique de Wolff porte sur le déclin de la domination occidentale, pas nécessairement sur la disparition de la prospérité occidentale. Les États-Unis et l'Europe disposent d'immenses ressources, d'institutions sophistiquées, de technologies avancées et de populations hautement éduquées. Le danger apparaît lorsque le déclin relatif est interprété comme une défaite existentielle.

Si un hégémon en déclin considère chaque augmentation de la puissance d'un autre pays comme une menace directe pour sa survie, la confrontation devient presque inévitable. Tout compromis apparaît comme une faiblesse. Toute ouverture diplomatique devient de l'apaisement. Toute politique indépendante d'un autre pays

devient hostile. C'est ainsi qu'une transition structurelle peut se transformer en crise de sécurité. L'alternative consiste à reconnaître que le pouvoir international peut être partagé. La fin de l'hégémonie ne signifie pas automatiquement la fin de la prospérité. Elle peut signifier la fin du privilège.

Un monde après l'âge des empires

L'analyse de Richard Wolff revient finalement au cycle historique par lequel l'entretien a commencé. Le capitalisme européen a créé une économie mondiale, mais il l'a créée à travers une extraordinaire inégalité et une domination impériale. Les deux guerres mondiales ont détruit les anciens empires européens et élevé les États-Unis à une position d'influence mondiale sans précédent. La mondialisation dirigée par les États-Unis a ensuite intégré des pays qui avaient autrefois été des sujets coloniaux.

Mais l'intégration a également créé des concurrents. Le monde multipolaire émergent n'est donc pas simplement un défi extérieur pour l'Occident. Il est en partie le produit de l'économie mondiale que les puissances occidentales ont elles-mêmes construite. C'est peut-être le paradoxe le plus important de l'argument de Wolff. L'Occident a créé la mondialisation parce qu'il croyait que l'intégration mondiale renforcerait sa prospérité et son influence. Pendant des décennies, ce fut le cas. Mais la mondialisation a également transféré technologie, capitaux, savoir-faire industriel et possibilités de marché à d'autres sociétés. Le monde est devenu plus riche et plus interconnecté, et la domination occidentale est devenue moins exclusive.

La contradiction est désormais impossible à ignorer. Le langage politique du libre-échange cède la place aux droits de douane, aux sanctions, à la politique industrielle et à la protection stratégique. La rhétorique des règles universelles entre de plus en plus en concurrence avec les exigences de sphères d'influence exclusives. La politique intérieure est de plus en plus façonnée par un pouvoir corporatif concentré. Et l'ancienne hypothèse selon laquelle les institutions occidentales constituent le centre naturel du système international est remise en cause par l'émergence de centres de pouvoir alternatifs.

Wolff appelle cela la révolte de l'empire. Que l'on accepte ou non tous les éléments de cette formulation, elle offre une manière utile de comprendre les contradictions apparentes du moment présent. L'Occident défend simultanément la mondialisation tout en essayant de la restreindre, défend les marchés libres tout en intervenant directement dans les marchés, prône la démocratie tout en permettant

d'extraordinaires concentrations de pouvoir politique privé, et parle de coopération internationale tout en exigeant une exclusivité stratégique. Ces contradictions ne sont pas nécessairement des signes d'incompétence individuelle. Elles peuvent aussi être les symptômes d'un système en pleine transformation structurelle.

Le choix qui s'offre à l'Occident

Le choix final est donc politique plutôt que simplement économique. Une possibilité est la confrontation : tenter de préserver la hiérarchie par les alliances militaires, les sanctions, la pression économique, l'influence territoriale et le contrôle des ressources stratégiques. Cette approche peut produire des gains politiques à court terme, mais elle risque de transformer un déclin relatif en un conflit beaucoup plus destructeur.



L'autre possibilité est l'adaptation.

S'adapter signifierait accepter que le monde devient multipolaire. Cela signifierait traiter la Chine, la Russie, l'Iran et d'autres puissances émergentes non pas simplement comme des ennemis à contenir, mais comme des acteurs permanents d'un système international qui ne possède plus un centre incontesté. Cela signifierait aussi affronter les conséquences intérieures de l'ancien ordre. Si les bénéfices de la mondialisation se concentrent de plus en plus entre les mains des entreprises et des individus fortunés, restaurer la stabilité sociale exige davantage que de blâmer les étrangers ou de restreindre le commerce. Cela exige de modifier la répartition du pouvoir économique et politique à l'intérieur du pays.

La question centrale n'est donc pas de savoir si le libre-échange revient ou si le protectionnisme le remplace. La transformation plus profonde est que les structures économiques et géopolitiques qui faisaient autrefois paraître naturelle la domination occidentale sont en train de se désagréger. La question est de savoir ce qui viendra

ensuite. L'Occident tentera-t-il de reconstruire une hiérarchie impériale que l'histoire a déjà minée ? Ou acceptera-t-il un monde dans lequel le pouvoir est plus largement réparti et construira-t-il des institutions capables de gérer cette réalité ?

Pour Richard Wolff, le danger réside dans le refus de reconnaître la transition. Les empires annoncent rarement leur propre déclin. Ils se défendent, rationalisent leur comportement et cherchent des ennemis. Leurs élites tentent de préserver leurs privilèges. Leurs systèmes politiques deviennent plus polarisés. Leurs structures économiques deviennent plus concentrées. Mais le changement historique se poursuit indépendamment de la rhétorique politique.

La fin de l'hégémonie occidentale, si c'est bien ce à quoi nous assistons, ne doit pas nécessairement signifier la fin de la civilisation, de la prospérité ou de l'influence occidentales. Elle signifie quelque chose de plus précis et de plus difficile : la fin de l'hypothèse selon laquelle le monde existe principalement pour servir la puissance occidentale. C'est peut-être la barrière psychologique que la politique occidentale a le plus de mal à surmonter.

Cet article est partiellement basé sur la [transcription d'un entretien](#) avec Glenn Diesen et le professeur Richard Wolff, économiste politique. Il développe et organise les arguments historiques et économiques présentés au cours de la conversation.

Jeffrey Sachs sur le néocolonialisme, l'échec systémique et la nécessité de réformes

Jeffrey Sachs, l'économiste américain, attribue le chaos en RDC à [la CIA, la Belgique et la suprématie blanche](#)

Dans une récente conférence, l'économiste américain Jeffrey Sachs dresse un tableau sombre mais éclairant des causes de l'instabilité dans des pays comme la République démocratique du Congo (RDC). Son analyse apporte un complément crucial à l'argument selon lequel le libre-échange n'est pas neutre, mais sert souvent de couverture à la domination géopolitique et à l'exploitation économique.

L'héritage historique de l'exploitation

Sachs souligne que les analystes occidentaux posent souvent la question : *"Qu'est-ce qui ne va pas dans votre pays ?"*, sans d'abord affronter la réalité historique. Il rappelle que la souffrance actuelle en RDC découle directement d'une histoire de pillage colonial :

- 1. Le roi Léopold II** a créé une colonie esclavagiste exploitée pendant trente ans.
- 2. L'État belge** a repris ce modèle et a administré la colonie pendant quarante années supplémentaires.
- 3. La CIA** a joué un rôle direct dans la déstabilisation en orchestrant l'assassinat du premier leader démocratiquement élu, Patrice Lumumba. Le pillage de l'uranium, du cuivre, des diamants, du cobalt, etc., devait être préservé.
- 4. Par la suite, l'Occident a soutenu pendant des décennies des régimes dictatoriaux qui protégeaient les intérêts de multinationales étrangères telles que [Umicore](#), anciennement connue sous le nom d'[Union Minière](#).**

Aujourd'hui, argue Sachs, cette dynamique est perpétuée par des multinationales qui extraient des ressources comme le cobalt sans laisser de recettes fiscales équitables à la population locale. Au lieu de s'attaquer à cette injustice structurelle, la gouvernance défailante dans le Sud global est souvent imputée unilatéralement aux dirigeants locaux, tandis que l'ingérence externe est ignorée.

La faillite du modèle de privatisation

Sachs établit un parallèle avec le Honduras, où la **United Fruit Company** a exercé le pouvoir de facto pendant des décennies, soutenue par l'armée américaine et la pression diplomatique. Il fait référence au coup d'État contre Jacobo Árbenz au Guatemala, orchestré pour protéger les intérêts de United Fruit – auquel l'ancien secrétaire d'État américain, [John Foster Dulles](#), et son frère [Allen Dulles](#) (directeur de la CIA) étaient étroitement impliqués dans les aspects juridiques et renseignement de cette opération.

La conclusion est claire : confier les biens publics et la stratégie au secteur privé a échoué. Le système actuel n'incite pas les entreprises à agir de manière socialement responsable, mais maximise le profit au détriment de la dignité humaine. Sachs souligne que la sécurité alimentaire et la protection sociale ne sont pas des "faveurs", mais des droits fondamentaux tels qu'énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948). Les Objectifs de développement durable (ODD) ne sont rien de plus qu'une tentative de notre génération pour enfin honorer ces droits.

Observation : L'hypocrisie du dogme du 'marché libre'

Il est ironique que les mêmes nations qui prônent une intervention minimale de l'État dans le Sud global interviennent massivement lorsque leurs propres économies chancellent. Sachs pointe du doigt le contraste frappant aux États-Unis, où un Américain sur sept souffre de la faim, tandis que les élites politiques se concentrent principalement sur des baisses d'impôts pour les plus riches. Cela sape l'autorité morale de l'Occident pour donner des leçons de "bonne gouvernance" aux autres.

Propositions concrètes pour un ordre mondial plus juste

Sachs formule trois piliers concrets pour la réforme, qui s'alignent parfaitement avec la critique de l'ordre impérialiste actuel :

1. Du G20 au G21 : Rétablir l'inclusivité

Le G20 actuel exclut 1,4 milliard d'Africains des décisions financières cruciales. Sachs plaide pour l'ajout de l'Union africaine (UA) en tant que membre à part entière, transformant ainsi le G20 en G21. Tout comme l'Union européenne est représentée, l'Afrique doit avoir un siège à la table. Cela changerait fondamentalement le débat, car la voix du Sud global est actuellement systématiquement ignorée dans l'architecture financière.

2. Augmentation radicale du financement du développement

Pendant la pandémie de COVID, les pays riches ont pu emprunter 17 billions de dollars à des taux zéro, tandis que les pays pauvres étaient exclus ou devaient payer des taux d'intérêt élevés (5-10 %). Les États-Unis ont dépensé 7 billions de dollars en aides d'urgence, sans consacrer un seul centime à la solidarité internationale. Sachs appelle à une injection de capital d'un ordre de grandeur supérieur via la Banque mondiale et le FMI, basée sur des besoins réels plutôt que sur des dogmes idéologiques. De plus, il plaide pour le partage technologique, comme une distribution équitable des vaccins entre les grandes puissances (États-Unis, Chine, UE, Russie, Royaume-Uni) au lieu de l'accumulation.

3. Renforcement de l'ONU et redistribution des richesses

Les Nations Unies doivent redevenir l'institution centrale d'un ordre mondial civilisé, mais cela nécessite un financement. Le budget de base de l'ONU (3 milliards de dollars) contraste fortement avec le budget de la ville de New York (100 milliards de dollars). Cette disproportion rend une gouvernance multilatérale efficace impossible. Enfin, Sachs souligne l'extrême inégalité des richesses. Avec 2 775 milliardaires détenant ensemble 13,1 billions de dollars, on observe une concentration excessive de capital. Une taxe progressive sur les fortunes supérieures à un milliard de dollars serait non seulement plus juste, mais générerait également les ressources nécessaires aux biens publics mondiaux.

Analyse à la lumière de 'La fin du libre-échange'

Les paroles de Sachs confirment une nouvelle fois la position de notre article selon laquelle nous assistons au retour de l'empire, bien que sous une forme modernisée. Là où flottaient autrefois des drapeaux coloniaux, ce sont désormais les instruments financiers, les droits de propriété intellectuelle et les alliances géopolitiques qui dictent les rapports de force. Le plaidoyer de Sachs pour un G21 et une ONU forte est un défi direct adressé à l'hégémonie occidentale. Cela suggère que le "libre-échange", tant qu'il est déséquilibré, reste effectivement du néocolonialisme. Le retour de l'interventionnisme étatique – visible dans les politiques industrielles et les régimes de sanctions – nous oblige à repenser un nouveau contrat international. Un contrat basé non pas sur la loi du plus fort, mais sur la souveraineté, les droits de l'homme et des échanges économiques équitables. Comme le déclare Sachs : **"Nous avons besoin d'un système différent."**

YouTube

1. King Leopold II: The Horrors Of The Congo Free State - <https://youtu.be/EAokwWHJKr0>
2. Leopold II of Belgium: The Biggest Coverup In European History - <https://youtu.be/dTq6Hhkpw2s>
3. The TRUTH About King Leopold II and the Congo - <https://youtu.be/7IL0nf1LDGw>
4. King Leopold II - Congo Massacre - Forgotten History - <https://youtu.be/Rg0G7DcEL0w>
5. King Leopold: The Man Who Killed 10 Million People in The Congo - <https://youtu.be/hmA8O-fW9Aw>
6. The Belgian Congo – Documentary - <https://youtu.be/m7ItE4IGYkM>
7. What King Leopold Did in The Congo Will Terrify You - <https://youtu.be/FwbBjvde1Sk>
8. The Map Is a Lie - How Colonial Borders Broke Africa - <https://youtu.be/r3Ra9VrcfKc>
9. Timbuktu The University They Buried: Africa's 700.000 Hidden Manuscripts - <https://youtu.be/viKDLAQMFVA>
10. What african countries were called before colonization - lost kingdoms and ancient names - <https://youtu.be/l4aYRLi0FIQ>
11. Before Ethiopia - The African Empire That Ruled the Red Sea - <https://youtu.be/cI7uRw2RW7w>
12. What Was Nigeria Called Before Colonialism? The Answer Will Surprise You - <https://youtu.be/MvddnpEho1A>
13. Before the Slave Ships - What Africans Were Really Doing in 1450 - <https://youtu.be/yxk5SOInrb4>

14. The African Kingdom That Was Trading With China While Europe Was Still in the Dark Ages - https://youtu.be/gdlqx4C_tX0
15. The Original African Map That You Were Never Tought - How Borders Broke Africa - <https://youtu.be/Y4hptdzTRLs>
16. What African Countries Were Called Before Colonization - Lost Kingdoms & Ancient Names Revealed - <https://youtu.be/zGoZWR4nb5o>
17. The Lines That Broke A Continent - <https://youtu.be/m1HBVelful4>
18. No Africans, No Borders Drawn — The Real Story of the Berlin Conference - <https://youtu.be/0IWEXg-U2cU>
19. How Europe Stole Africa so Quickly, Mapped - <https://youtu.be/LjieOlWXwTw>